

2. Au cas où un programme supplémentaire prévu au paragraphe 3 de l'article II est établi, le Conseil arrête un barème spécial pour fixer les contributions aux dépenses du programme supplémentaire des États Membres participant à ce programme. Ce barème spécial est fixé suivant les règles indiquées au paragraphe 1 ci-dessus, mais sans tenir compte des conditions visées à l'alinéa c).
3. Les États devenant Membres de l'Organisation après la date d'entrée en vigueur de la présente Convention seront tenus de verser, outre leur contribution aux dépenses futures d'investissement et d'équipement et aux dépenses courantes de fonctionnement, une contribution spéciale représentant leur part dans les dépenses d'investissement et d'équipement déjà effectuées. Le montant de cette contribution sera fixé par le Conseil à la majorité des deux tiers des États Membres.
4. Toutes les contributions spéciales versées conformément aux dispositions du paragraphe 3 ci-dessus seront portées en déduction des contributions des autres États Membres, sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil.
5. Un État n'a pas le droit de participer aux activités auxquelles il n'a pas contribué financièrement.
6. Le Conseil peut accepter des dons et legs faits à l'Organisation s'ils ne sont pas l'objet de conditions incompatibles avec les buts de l'Organisation.

Article VIII — Amendements

1. Le Conseil peut recommander aux États Membres des amendements à la présente Convention et au Protocole financier annexe. Tout État Membre, désireux de proposer un amendement, le notifie au Directeur. Celui-ci communique aux États Membres les amendements ainsi notifiés au moins trois mois avant leur examen par le Conseil.
2. Les amendements recommandés par le Conseil ne peuvent être adoptés que du consentement de tous les États Membres procédant conformément à leurs règles constitutionnelles propres. Ils entrent en vigueur trente jours après la dernière notification d'acceptation de la proposition. Le Directeur communique aux États Membres la date d'entrée en vigueur de l'amendement.

Article IX — Différends

A moins que les États Membres intéressés n'acceptent un autre mode de règlement, tout différend entre des États Membres au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention ou du Protocole financier, qui ne peut être réglé par l'entremise du Conseil, est soumis à la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, selon les dispositions de la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article X — Retrait

Tout État Membre de l'Organisation peut, après un délai qui ne doit pas être inférieur à dix ans à compter de son entrée dans l'Organisation, notifier par écrit au Président du Conseil qu'il se retire de l'Organisation. Un tel retrait prend effet à la fin de l'exercice financier qui suit celui au cours duquel il a été notifié. Tout État Membre qui se retire de l'Organisation ne peut exercer aucun droit de reprise sur l'actif de l'Organisation, non plus que sur le montant de ses contributions déjà versées.

Article XI — Inexécution des obligations

Si l'un des Membres de l'Organisation cesse de remplir les obligations qui découlent de la présente Convention, ou du Protocole financier, il est invité par le Conseil à se conformer à leurs dispositions. Si ledit Membre ne se conformait pas à cette invitation dans le délai qui lui serait imparti, les autres Membres, se prononçant à l'unanimité, peuvent décider de poursuivre sans lui leur coopération au sein de l'Organisation. Dans ce cas, cet État ne peut exercer aucun droit de reprise sur l'actif de l'Organisation, non plus que sur le montant des contributions déjà versées.

Article XII — Dissolution

L'Organisation peut être dissoute à tout moment par résolution prise à la majorité des deux tiers des États Membres. A défaut d'un accord conclu à l'unanimité entre les États Membres au moment de la dissolution, il est procédé, par la même résolution, à la nomination d'un liquidateur. L'actif est réparti entre les États Membres de l'Organisation au moment de la dissolution, au prorata des contributions effectivement versées par eux depuis qu'ils sont parties à la présente Convention. En cas de passif, celui-ci sera pris en charge par ces mêmes États Membres, au prorata des contributions fixées pour l'exercice financier en cours.

Article XIII — Signature — Adhésion

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont ouverts à la signature de tous les États qui ont participé aux travaux préliminaires à cette Convention.
2. La présente Convention et le Protocole financier annexe sont soumis à l'approbation ou à la ratification de chaque État conformément à ses règles constitutionnelles.
3. Les instruments d'approbation ou de ratification seront déposés au Ministère des Affaires Étrangères de la République française.
4. Le Conseil, statuant à l'unanimité des États Membres, peut prononcer l'admission dans l'Organisation d'États autres que ceux visés au paragraphe 1 du présent article. Les États, ainsi admis, deviennent Membres de l'Organisation en déposant un instrument d'adhésion auprès du Ministère des Affaires Étrangères de la République française.

Article XIV — Entrée en vigueur

1. La présente Convention et le Protocole financier annexe entreront en vigueur à la date du dépôt du quatrième instrument d'approbation ou de ratification, à condition que le total des contributions, selon le barème figurant dans l'annexe du protocole financier, atteigne au moins 70%.
2. Pour tout État déposant son instrument d'approbation, de ratification ou d'adhésion après la date d'entrée en vigueur mentionnée au paragraphe 1 du présent article, la Convention et le Protocole financier entrent en vigueur à la date du dépôt de cet instrument.

Article XV — Notifications

1. Le dépôt de chaque instrument d'approbation, de ratification ou d'adhésion et l'entrée en vigueur de la présente Convention et du Protocole financier annexe sont notifiés par le Ministre des Affaires Étrangères de la République française aux États signataires et adhérents, ainsi qu'au Directeur de l'Organisation.
2. Le Président du Conseil adressera une notification à tous les États Membres lorsqu'un État se retire de l'Organisation, ou cesse d'en faire partie en vertu de l'article XI.

Article XVI — Enregistrement

Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention et du Protocole financier annexe, le Ministère des Affaires Étrangères de la République française les fera enregistrer auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Paris, le 5 octobre 1962 en un seul exemplaire, en langue allemande, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Étrangères de la République française.

Ce Ministère délivrera une copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents.

Pour la République fédérale d'Allemagne: Signé, Karl Knoke

Pour le Royaume de Belgique: Signé, Jaspar

Pour la République française: Signé, E. de Carbonnel

Pour le Royaume des Pays-Bas: Signé, M. Beyen

Pour le Royaume de Suède: Signé, R. Kumlin.

**PROTOCOLE FINANCIER ANNEXÉ À LA CONVENTION PORTANT CRÉATION
D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE POUR DES RECHERCHES
ASTRONOMIQUES DANS L'HÉMISPHERE AUSTRAL**

LES GOUVERNEMENTS DES ÉTATS parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, ci-dessous dénommée la Convention,

DÉSIREUX d'arrêter des dispositions relatives à l'administration financière de l'Organisation,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1 — Budget

1. L'exercice financier de l'Organisation va du 1^{er} janvier au 31 décembre.
2. Le Directeur soumet au Conseil, pour examen et approbation, au plus tard le 1^{er} septembre de chaque année, des prévisions détaillées de recettes et de dépenses pour l'exercice financier suivant.
3. Les prévisions de recettes et de dépenses sont groupées par chapitres. Les virements à l'intérieur du budget sont interdits, sauf autorisation du Comité des finances prévu à l'article 3. La forme précise des prévisions budgétaires est déterminée par le Comité des finances sur l'avis du Directeur.

Article 2 — Budget additionnel

Si les circonstances l'exigent, le Conseil peut demander au Directeur de présenter un budget additionnel ou révisé. Aucune résolution, dont l'exécution entraîne des dépenses supplémentaires, ne sera tenue pour approuvée par le Conseil à moins qu'il n'ait également approuvé, sur proposition du Directeur, les prévisions de dépenses correspondantes.

Article 3 — Comité des finances

Le Conseil crée un Comité des finances composé de représentants de tous les États Membres, dont les attributions sont déterminées dans le Règlement financier prévu à l'article 8 ci-après. Le Directeur soumet au Comité les prévisions budgétaires qui sont ensuite transmises au Conseil avec le rapport du Comité.

Article 4 — Contributions

1. Pour la période se terminant le 31 décembre de l'année d'entrée en vigueur de la Convention, le Conseil établit des prévisions budgétaires provisoires dont les dépenses seront couvertes par des contributions fixées conformément aux dispositions de l'annexe au présent Protocole.
2. A partir du 1er janvier de l'année suivante, les dépenses figurant dans le budget approuvé par le Conseil sont couvertes par les contributions des États Membres selon les dispositions du paragraphe 1 de l'article 7 de la Convention.
3. Si un Etat devient Membre de l'Organisation après le 31 décembre de l'année d'entrée en vigueur de la Convention, les contributions de tous les États Membres sont révisées et le nouveau barème aura effet dès le début de l'exercice financier en cours. Des remboursements sont effectués dans la mesure nécessaire pour adapter les contributions de tous les États Membres au nouveau barème.
4. a) Sur avis du Directeur, le Comité des finances fixe les modalités de paiement des contributions en vue d'assurer un bon financement de l'Organisation.

b) Le Directeur communique ensuite aux États Membres le montant de leurs contributions et les dates auxquelles les versements doivent être effectués.

Article 5 — Monnaie pour le paiement des contributions

1. Le Conseil détermine la monnaie dans laquelle le budget de l'Organisation sera établi. Les contributions des États Membres sont payables en cette monnaie, conformément aux modalités courantes de paiement.

2. Le Conseil peut toutefois exiger des États Membres qu'ils paient une partie de leurs contributions en toute autre monnaie dont l'Organisation a besoin pour accomplir ses tâches.

Article 6 — Fonds de roulement

Le Conseil peut instituer un fonds de roulement.

Article 7 — Comptes et vérifications

1. Le Directeur fait établir un compte de toutes les recettes et dépenses, ainsi qu'un bilan annuel de l'Organisation.
2. Le Conseil désigne des commissaires aux comptes, dont le premier mandat est de trois ans et peut être renouvelé. Ces commissaires sont chargés d'examiner les comptes et bilans de l'Organisation, notamment en vue de certifier que les dépenses ont été conformes aux prévisions budgétaires, dans les limites fixées par le Règlement financier. Ils accomplissent toute autre fonction définie dans le Règlement financier.
3. Le Directeur fournit aux commissaires aux comptes toutes les informations et l'assistance dont ils peuvent avoir besoin dans l'accomplissement de leur tâche.

Article 8 — Règlement financier

Le Règlement financier fixe toutes les autres modalités du régime budgétaire comptable et financier de l'Organisation.

Il sera approuvé par le Conseil statuant à l'unanimité.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Paris, le 5 octobre 1962 en un seul exemplaire, en langues allemande, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République française.

Ce Ministère délivrera une copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents.

Pour la République fédérale d'Allemagne: Signé, Karl Knoke

Pour le Royaume de Belgique: Signé, Jaspar

Pour la République française: Signé, E. de Carbonnel

Pour le Royaume des Pays-Bas: Signé, M. Beyen

Pour le Royaume de Suède: Signé, R. Kumlin.

ANNEXE

CONTRIBUTIONS POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DE LA CONVENTION

- a) Les États qui seront parties à la Convention à la date de son entrée en vigueur et ceux qui deviendront Membres de l'Organisation au cours de la période sus-indiquée supporteront ensemble la totalité des dépenses représentées par les prévisions budgétaires provisoires établies par le Conseil, conformément à l'article 4, paragraphe 4, du Protocole financier.
- b) Les contributions des États qui deviendront Membres de l'Organisation pendant la période sus-indiquée seront fixées à titre provisoire de telle sorte que les contributions de tous les États Membres soient proportionnelles aux pourcentages indiqués au paragraphe d) de la présente annexe. Les contributions de ces nouveaux Membres serviront soit, comme il est prévu à l'alinéa c) ci-dessous, à rembourser ultérieurement une partie des contributions provisoires antérieurement versées par les autres États Membres, soit à couvrir les allocations budgétaires complémentaires intéressant la mise en œuvre du programme initial approuvées par le Conseil au cours de cette période.
- c) Le montant définitif des contributions dues pour la période sus-indiquée sera établi avec effet rétroactif sur la base du budget d'ensemble de ladite période, de telle sorte qu'il soit celui qu'il aurait été si tous les États Membres avaient été parties à la Convention au moment de son entrée en vigueur. Toute somme payée par un État Membre en plus du montant fixé rétroactivement pour sa contribution sera portée au crédit de cet État.
- d) Si tous les États mentionnés dans le barème ci-dessous sont devenus Membres de l'Organisation avant la période sus-indiquée, les taux de leurs contributions pour le budget d'ensemble de cette période seront les suivantes:

République fédérale d'Allemagne	33,33%
Belgique	11,32%
France	33,33%
Pays-Bas	10,49%
Suède	11,53%
Total	100%

- e) En cas de modification du maximum des contributions annuelles tel qu'il est prévu à l'article VII, paragraphe 1 c) de la Convention, le barème ci-dessus sera modifié en conséquence.

4. The Director and personnel of the Organisation shall perform their duties in the interests of the Organisation. They may only seek and receive instructions from the competent organs of the Organisation. They shall refrain from any act incompatible with the nature of their duties. Each Member State shall undertake not to influence the Director and personnel of the Organisation in the performance of their duties.
5. Research workers and their associates who are called upon to work at the observatory with the Council's authorization but who are not members of the Organisation's personnel shall be placed under the Director's authority and shall be subject to the general rules established or approved by the Council.

Article VII — Financial Contributions

1.
 - a) Each Member State shall contribute to the Organisation's capital investment and fitting-out costs and to its current operating costs in accordance with a schedule which shall be drawn up by the Council once every three years and shall be approved by a two-thirds majority of the Member States on the basis of the average net national income calculated in accordance with the rules laid down in Article VII, paragraph 1 *b*), of the Convention Establishing a European Organisation for Nuclear Research signed in Paris on 1 July 1953¹.
 - b) These provisions shall only apply to the initial programme set out in Article II, paragraph
 - c) However, no Member State shall be required to pay annual contributions exceeding one-third of the total amount of the contributions determined by the Council. This maximum contribution may be reduced by unanimous decision of the Council in the event of a State not mentioned in the Annex to the Financial Protocol becoming a member of the Organisation.

¹ The paragraph in question is reproduced below:

1. Each Member State shall contribute both to the capital expenditure and to the current operating expenses of the Organisation:
 - a. for the period ending on the thirty-first of December 1956, as set out in the Financial Protocol annexed to this Convention; and, thereafter,
 - b. in accordance with scales which shall be decided every three years by the Council by a two-thirds majority of all the Member States, and shall be based on the average net national income at factor cost of each Member State for the three latest preceding years for which statistics are available, except that,
 - i. in respect of any programme of activities, the Council may determine, by a two-thirds majority of all the Member States, a percentage as the maximum which any Member State may be required to pay of the total amount of contributions assessed by the Council to meet the annual cost of that programme; once any such maximum percentage has been so determined, the Council may, by the same majority, change it, provided that no Member State participating in that programme votes to the contrary;
 - ii. the Council may decide, by a two-third majority of all the Member States, to take into account any special circumstances of a Member State and adjust its contribution accordingly; for the purpose of applying this provision it shall be considered to be a special circumstance, in particular, when the national income "per capita" of a Member State is less than an amount to be decided by the Council by the same majority.

2. In the event of a supplementary programme being set up as provided for in Article II, paragraph 3, the Council shall draw up a special schedule in order to determine the contributions to the cost of the supplementary programme of Member States participating in that programme. This special schedule shall be drawn up in accordance with the rules specified in paragraph 1 above without regard to the conditions set forth in sub-paragraph c) thereof.
3. States becoming members of the Organisation after the date on which this Convention comes into force shall be required to make a special contribution representing their share in capital investment and fitting-out costs already incurred in addition to their contribution to future capital investment and fitting-out costs and current operating costs. The amount of this special contribution shall be determined by the Council by a two-thirds majority of the Member States.
4. All special contributions made in accordance with the provisions of paragraph 3 above shall have the effect of reducing the contributions of the other Member States unless the Council shall unanimously decide otherwise.
5. No State shall be entitled to participate in activities to which it has not made a financial contribution.
6. The Council may accept gifts and bequests made to the Organisation provided they are not on terms that are incompatible with the purposes of the Organisation.

Article VIII — Amendments

1. The Council may recommend to the Member States that this Convention and the annexed Financial Protocol be amended. Any Member State wishing to propose an amendment shall notify the Director of its proposal. The Director shall circulate any such proposals communicated to him at least three months before they are considered by the Council.
2. Amendments recommended by the Council may only be adopted with the consent of all the Member States in accordance with their own constitutional requirements. Such amendments shall come into force thirty days after the last notification of acceptance of the proposed amendment has been received. The Director shall inform the Member States of the date of entry into force of the amendment.

Article IX — Disputes

Unless Member States agree to some other manner of settlement, all disputes arising between Member States with respect to the interpretation or application of this Convention or of the Financial Protocol which cannot be settled by the Council's intervention shall be submitted to the Permanent Court of Arbitration of The Hague in accordance with the provisions of the Convention for the pacific settlement of international disputes dated 18 October 1907.

Article X — Withdrawal

Any Member State of the Organisation may, after a period which shall not be less than ten years from its date of entry into the Organisation, notify the President of the Council in writing of its withdrawal from the Organisation. Such withdrawal shall take effect at the end of the financial year following that in which notification of withdrawal is given. Any State withdrawing from the Organisation shall have no claim on the assets of the Organisation or on the amount of the contributions it has already made.

Article XI — Failure to fulfil obligations

If one of the members of the Organisation ceases to fulfil the obligations arising out of this Convention or of the Financial Protocol, it shall be called upon by the Council to abide by their provisions. If the said member does not respond to that request in the time imparted to it, the other members may decide unanimously to continue co-operating within the Organisation without that member. In such an eventuality, that State shall have no claim on the assets of the Organisation or on the amount of the contributions it has already made.

Article XII — Dissolution

The Organisation may be dissolved at any time by a resolution adopted by a two-thirds majority of the Member States. In the event of there not being unanimous agreement among the Member States at the time of dissolution, a liquidator shall be appointed under the terms of the same resolution. Assets shall be distributed among the Member States of the Organisation at the time of dissolution pro rata in proportion to the contributions they have actually made since they became party to this Convention. In the event of there being any liabilities, they shall be borne by the same Member States pro rata in proportion to the contributions laid down for the ongoing financial year.

Article XIII — Signature — Accession

1. This Convention and the annexed Financial Protocol shall be open for signature by all the States having participated in the preparatory work on this Convention.
2. This Convention and the annexed Financial Protocol shall be submitted for approval or ratification by each State in accordance with its constitutional requirements.
3. The instruments of approval or ratification shall be deposited with the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic.
4. The Council may, by the unanimous vote of the Member States, approve the admission into the Organisation of States other than those covered by paragraph 1 of this Article. The States thus admitted shall become members of the Organisation by depositing an instrument of accession with the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic.

Article XIV — Entry into force

1. This Convention and the annexed Financial Protocol shall enter into force on the date on which the fourth instrument of approval or ratification is deposited provided that the total contributions in accordance with the schedule in the Annex to the Financial Protocol amount to at least 70%.
2. With respect to any State depositing its instrument of approval, ratification or accession after the date of entry into force provided for in paragraph 1 of this Article, the Convention and the Financial Protocol shall enter into force on the date the said instrument is deposited.

Article XV — Notifications

1. The Minister of Foreign Affairs of the French Republic shall notify the signatory or acceding States and the Director of the Organisation of the deposit of each instrument of approval, ratification or accession and of the entry into force of this Convention and of the annexed Financial Protocol.
2. The President of the Council shall notify all Member States whenever a State withdraws from the Organisation or ceases to be a party to it by virtue of the provisions of Article XI.

Article XVI — Registration

As soon as this Convention and the annexed Financial Protocol enter into force, the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic shall have them registered with the Secretary-General of the United Nations in accordance with Article 102 of the United Nations Charter.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, being thereunto duly authorized, have signed this Agreement.

DONE at Paris on 5 October 1962, in a single copy in the German, French, Dutch and Swedish languages, the French text being authoritative in the event of dispute. This copy shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic.

This Ministry shall transmit a certified true copy to the signatory or acceding States.

For the Federal Republic of Germany: Karl Knoke

For the Kingdom of Belgium: Jaspar

For the French Republic: E. de Carbonnel

For the Kingdom of the Netherlands: M. Beyen

For the Kingdom of Sweden: R. Kumlin.

**FINANCIAL PROTOCOL ANNEXED TO THE CONVENTION
ESTABLISHING A EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL
RESEARCH IN THE SOUTHERN HEMISPHERE**

THE GOVERNMENTS OF THE STATES parties to the Convention Establishing a European Organisation for Astronomical Research in the Southern Hemisphere, hereinafter called the Convention,

DESIROUS of making provision for the financial administration of the Organisation,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article 1 — Budget

1. The financial year of the Organisation shall run from the 1st January to 31 December.
2. Not later than the 1st September of each year, the Director shall submit detailed estimates of income and expenditure for the subsequent financial year for the Council's consideration and approval.
3. Estimates of income and expenditure shall be grouped into chapters. Transfers within the budget shall not be permitted except by authorization of the Finance Committee set up in accordance with Article 3 hereinafter. The exact form of the budget estimates shall be determined by the Finance Committee on the recommendation of the Director.

Article 2 — Additional Budget

If circumstances so require, the Council may ask the Director to present an additional or revised budget. No resolution involving additional expenditure shall be deemed to have been approved by the Council unless it has also approved, on the proposal of the Director, the corresponding budget estimates.

Article 3 — Finance Committee

The Council shall set up a Finance Committee composed of representatives of all the Member States, whose functions shall be determined in the Financial Rules, provided for in Article 8 hereinafter. The Director shall submit to the Committee the budget estimates which shall subsequently be submitted to the Council with the Committee's report thereon.

Article 4 — Contributions

1. For the period ending on 31 December of the year in which the Convention enters into force, the Council shall draw up provisional budget estimates of which the relevant expenditures shall be met by contributions determined in accordance with the provisions of the Annex to this Protocol.
2. With effect from the 1st January of the following year, expenditures in the budget approved by the Council shall be met by the contributions of Member States in accordance with the provisions of Article VII, paragraph 1, of the Convention.
3. If a State becomes a member of the Organisation after 31 December of the year in which the Convention enters into force, the contributions of all the Member States shall be revised and the new schedule shall take effect as from the beginning of the current financial year. If necessary, repayments shall be made to adjust the contributions of all the Member States to the new schedule.
4.
 - a) On the proposal of the Director, the Finance Committee shall determine the terms on which payment of contributions shall be made, in order to ensure the proper funding of the Organisation.
 - b) The Director shall then notify the Member States of the amounts of their contributions and the dates on which payment should be made.

Article 5 — Currency for the payment of Contributions

1. The Council shall determine the currency in which the budget of the Organisation will be drawn up. The contributions of the Member States shall be payable in that currency in accordance with current payment arrangements.

2. The Council may, however, require the Member States to pay part of their contributions in any other currency which the Organisation may require to accomplish its duties.

Article 6 — Revolving Fund

The Council may establish a revolving fund.

Article 7 — Accounts and Auditing

1. The Director shall ensure that an account is kept of all income and expenditure and that an annual balance-sheet is drawn up for the Organisation.
2. The Council shall appoint external auditors who shall serve for a period of three years in the first instance and may be re-appointed. The external auditors shall be responsible for examining the accounts and balance-sheets of the Organisation, in particular with a view to certifying that expenditure has conformed, within the limits specified in the Financial Rules, to the budget estimates. They shall also perform such other functions as are laid down in those Financial Rules.
3. The Director shall provide the external auditors with such information and assistance as they may require in order to perform their duties.

Article 8 — Financial Rules

The Financial Rules shall lay down all the other arrangements relating to the Organisation's budget, accounting system and finances.

They shall be subject to the unanimous approval of the Council.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned representatives, being thereunto duly authorized, have signed this Protocol.

DONE at Paris on 5 October 1962 in a single copy in the German, French, Dutch and Swedish languages, the French text being authoritative in the event of dispute. This copy shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic.

This Ministry shall transmit a certified true copy to signatory or acceding States.

For the Federal Republic of Germany: Karl Knoke

For the Kingdom of Belgium: Jasper

For the French Republic: E. de Carbonnel

For the Kingdom of the Netherlands: M. Beyen

For the Kingdom of Sweden: R. Kumlin.

ANNEX

CONTRIBUTIONS FOR THE PERIOD ENDING ON 31 DECEMBER OF THE YEAR IN WHICH THE CONVENTION SHALL ENTER INTO FORCE

- a) The States who are parties to the Convention on the date of its entry into force and States which become members of the Organisation during the period indicated above shall together bear the entire expenditure covered by the provisional budget estimates drawn up by the Council in accordance with Article 4, paragraph 4 of the Financial Protocol.
- b) Contributions of States becoming members of the Organisation during the period indicated above shall be determined provisionally in such a way that the contributions of all the Member States are proportional to the percentages specified in paragraph d) of this Annex. As provided for in paragraph c) below, the contributions of these new members shall be used either for the subsequent repayment of part of the provisional contributions already made by the other Member States or to cover the additional budget appropriations entailed in the implementation of the initial programme approved by the Council during that period.
- c) The final amount of contributions outstanding for the above period shall be determined retrospectively on the basis of the overall budget for the said period in such a way that such amount shall be equivalent to what it would have been if all the Member States had been parties to the Convention at the time it entered into force. Any amount which a Member State may have paid in excess of the amount determined retrospectively shall be credited to that State.
- d) If all the States listed in the schedule given below have become members of the Organisation before the above period, their contributions for the overall budget for that period shall be at the following rates:

Federal Republic of Germany	33.33%
Belgium	11.32%
France	33.33%
Netherlands	10.49%
Sweden	11.53%
Total	100.00%

- e) In the event of any change in the maximum annual contributions as provided for in Article VII, paragraph 1 c), of the Convention, the above schedule shall be amended accordingly.

ANNEX 2

PROTOCOLE RELATIF AUX PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ORGANISATION
EUROPÉENNE POUR DES RECHERCHES ASTRONOMIQUES DANS
L'HÉMISPHERE AUSTRAL

Préambule

Les États parties à la Convention portant création d'une Organisation européenne pour des recherches astronomiques dans l'hémisphère austral, faite à Paris le 5 octobre 1962, ci-après dénommée «la Convention»,

CONSIDÉRANT que ladite Organisation, ci-après dénommée «l'Organisation», devrait jouir sur le territoire de ses États Membres d'un statut juridique définissant les privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission,

CONSIDÉRANT que l'Organisation est établie au Chili où son statut est défini par l'Accord en date du 6 novembre 1963 entre le Gouvernement de la République du Chili et l'Organisation,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article 1

L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers ainsi que d'ester en justice.

Article 2

1. Les bâtiments et locaux de l'Organisation sont inviolables, compte tenu des dispositions du paragraphe 2 du présent article et des articles 5 et 6 ci-après.
2. L'Organisation ne permettra pas que ses bâtiments ou locaux servent de refuge à une personne poursuivie à la suite d'un crime ou délit flagrant, ou objet d'un mandat de justice, d'une condamnation pénale ou d'un arrêté d'expulsion émanés des autorités territorialement compétentes.

Article 3

Les archives de l'Organisation et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle sont inviolables en quelque endroit qu'ils se trouvent.

Article 4

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation bénéficie de l'immunité de juridiction et d'exécution, sauf:
 - a) dans la mesure où le Directeur général de l'Organisation, ou la personne appelée à le remplacer en vertu de l'article VI de la Convention, renonce à celle-ci dans un cas particulier;
 - b) en cas d'action civile intentée par un tiers pour le dommage résultant d'un accident causé par un véhicule automoteur appartenant à l'Organisation ou circulant pour son compte, ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation automobile intéressant le véhicule précité;
 - c) en cas d'exécution d'une sentence arbitrale rendue en application soit de l'article 23, soit de l'article 24 du présent Protocole;
 - d) en cas de saisie-arrêt sur salaire pour dette d'un membre du personnel de l'Organisation, à condition que cette saisie-arrêt résulte d'une décision de justice définitive et exécutoire conformément aux règles en vigueur sur le territoire d'exécution;
 - e) à l'égard d'une demande reconventionnelle directement liée à la demande principale intentée par l'Organisation.
2. Les propriétés et biens de l'Organisation, quel que soit le lieu où ils se trouvent, bénéficient de l'immunité à l'égard de toute forme de réquisition, confiscation, expropriation et séquestre. Ils bénéficient également de l'immunité à l'égard de toute forme de contrainte administrative ou de mesures préalables à un jugement, sauf dans la mesure où le nécessitent temporairement la prévention des accidents mettant en cause des véhicules automoteurs appartenant à l'Organisation ou circulant pour le compte de celle-ci et les enquêtes, auxquelles peuvent donner lieu lesdits accidents.

Article 5

1. L'Organisation coopère en tout temps avec les autorités compétentes des États parties au présent Protocole en vue de faciliter une bonne administration de la justice, d'assurer l'observation des règlements de police, de santé publique et du travail ou autres lois de nature analogue et d'empêcher tout abus des privilèges, immunités et facilités prévus par le présent Protocole.

2. La procédure de coopération mentionnée dans le paragraphe précédent pourra être précisée dans les accords complémentaires visés à l'article 27 du présent Protocole.

Article 6

1. Chaque État partie au présent Protocole conserve le droit de prendre toutes les précautions utiles dans l'intérêt de sa sûreté et de la sauvegarde de l'ordre public.
2. Au cas où il estimerait nécessaire d'user de ce droit, le Gouvernement de l'État partie au présent Protocole concerné se mettra, aussi rapidement que les circonstances le permettront, en rapport avec l'Organisation en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures nécessaires pour la protection des intérêts de cette dernière.
3. L'Organisation collabore avec les autorités d'États parties au présent Protocole en vue d'éviter tout préjudice à la sûreté et à l'ordre public de ceux-ci du fait de son activité.

Article 7

1. Dans le cadre de ses activités officielles, l'Organisation ainsi que ses biens et revenus sont exonérés des impôts directs.
2. Lorsque l'Organisation effectue des achats importants de biens ou de services, y compris l'édition de publications, strictement nécessaires pour l'exercice de ses activités officielles et dont le prix comprend des droits ou des taxes, des dispositions appropriées sont prises par l'État partie au présent Protocole qui a perçu les droits et taxes en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits et taxes de cette nature lorsqu'ils sont identifiables.
3. Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services rendus.

Article 8

Chaque États partie au présent Protocole accorde l'exonération ou le remboursement des droits et taxes d'importation ou d'exportation, à l'exception de ceux qui ne constituent que la rémunération de services rendus, pour les produits et matériels destinés aux activités officielles de l'Organisation ainsi que pour les publications correspondant à sa mission, importés ou exportés par elle.

Ces produits et matériels sont exempts de toutes prohibitions et restrictions à l'importation ou à l'exportation.

Article 9

Les dispositions des articles 7 et 8 du présent Protocole ne sont pas applicables aux achats de biens et de services et importations de biens destinés aux besoins propres du Directeur général et des membres du personnel de l'Organisation.

Article 10

1. Les biens appartenant à l'Organisation, acquis conformément à l'article 7 ou importés conformément à l'article 8, ne peuvent être vendus, cédés, prêtés ou loués sur le territoire de l'État qui a accordé les exemptions précitées qu'aux conditions fixées par celui-ci.
2. Les transferts de biens ou la prestation de services opérés entre les établissements de l'Organisation ne sont soumis à aucune charge ni restriction; le cas échéant, les Gouvernements des États parties au présent Protocole prennent toutes mesures appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant de telles charges ou en vue de la levée de telles restrictions.

Article 11

Aux fins du présent Protocole, on entend par «activités officielles de l'Organisation» toutes les activités de l'Organisation destinées à la réalisation de ses objectifs tels qu'ils sont définis dans la Convention, y compris son fonctionnement administratif.

Article 12

1. La circulation des publications et autres matériels d'information expédiés par l'Organisation ou à celle-ci, et correspondant à ses buts, ne sera soumise à aucune restriction.
2. Pour ses communications officielles et le transfert de tous ses documents, l'Organisation bénéficie d'un traitement aussi favorable que celui accordé par le Gouvernement de chaque État partie au présent Protocole aux autres organisations internationales similaires.

Article 13

1. L'Organisation peut recevoir, détenir et transférer tous fonds, devises et numéraires; elle peut en disposer librement pour ses activités officielles et avoir des comptes en n'importe quelle monnaie dans la mesure nécessaire pour faire face à ses engagements.
2. Dans l'exercice des droits qui lui sont accordés en vertu du présent article, l'Organisation tient compte de toute représentation qui lui serait faite par le Gouvernement d'un État partie au présent Protocole et qui ne porterait pas préjudice à ses propres intérêts.

Article 14

1. Les représentants des États parties au présent Protocole qui participent aux réunions de l'Organisation jouissent durant l'exercice de leurs fonctions, ainsi qu'au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, de l'immunité d'arrestation personnelle ou de détention, ainsi que de saisie de leurs bagages personnels, sauf en cas de flagrant délit. En pareil cas, les autorités compétentes informent immédiatement de l'arrestation ou de la saisie le Directeur général de l'Organisation ou son représentant.
2. Les personnes visées au présent article jouissent également de l'immunité de juridiction, même après la fin de leur mission, pour les actes, y compris leurs paroles ou écrits, accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions. Cette immunité ne s'applique pas dans le cas d'infractions à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commises par les intéressés ou de dommage causé par un véhicule automoteur leur appartenant ou conduit par eux.

Article 15

Outre les privilèges et immunités prévus aux articles 16 et 17 ci-dessous, le Directeur général de l'Organisation, ou la personne appelée à le remplacer, jouit pendant la durée de ses fonctions des privilèges et immunités reconnus par la Convention de Vienne du 18 avril 1961 sur les relations diplomatiques aux agents diplomatiques de rang comparable.

Article 16

1. Les personnes au service de l'Organisation jouissent, même après la cessation de leurs fonctions, de l'immunité à l'égard de toute action judiciaire pour les actes, y compris les paroles et écrits, accomplis par elles dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions.

2. Cette immunité ne s'applique pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation des véhicules automoteurs commise par les personnes visées au paragraphe 1 ci-dessus ou de dommage causé par un véhicule automoteur leur appartenant ou conduit par elles.

Article 17

Les membres du personnel de l'Organisation qui lui consacrent toute leur activité professionnelle:

- a) jouissent, en ce qui concerne les transferts de fonds, des privilèges généralement reconnus aux membres du personnel des organisations internationales dans le cadre des réglementations nationales respectives;
- b) jouissent, lorsqu'ils sont liés à l'Organisation par un contrat d'une durée d'au moins un an, du droit d'importer en franchise leur mobilier et leurs effets personnels à l'occasion de leur première installation dans l'État intéressé et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit État, d'exporter en franchise leur mobilier et leurs effets personnels sous réserve, dans l'un ou l'autre cas, des conditions et restrictions prévues par les lois et règlements de l'État où le droit est exercé;
- c) jouissent, avec les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mêmes exceptions aux dispositions limitant l'immigration et réglant l'enregistrement des étrangers que celles généralement reconnues aux membres du personnel des organisations internationales;
- d) jouissent de l'inviolabilité pour tous leurs papiers et documents officiels;
- e) sont exempts de toute obligation relative au service militaire ou de tout autre service obligatoire;
- f) jouissent, en période de crise internationale, ainsi que les membres de leur famille faisant partie de leur ménage, des mêmes facilités de rapatriement que les membres des missions diplomatiques.

Article 18

L'Organisation, son Directeur général et les membres de son personnel sont exempts de toutes contributions obligatoires à des organismes nationaux de prévoyance sociale au cas où elle établirait elle-même un système de prévoyance sociale comportant des prestations suffisantes, sous réserve des accords à passer avec les États concernés, parties au présent Protocole, conformément aux dispositions de l'article 27 ci-après, ou des mesures correspondantes arrêtées par ces mêmes États.

Article 19

1. Dans les conditions et suivant la procédure fixées par le Conseil statuant au plus tard à l'expiration du délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Protocole, le Directeur général et les membres du personnel de l'Organisation visés à l'article 17 peuvent être soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements et émoluments versés par elle. A compter de la date où cet impôt sera appliqué, lesdits traitements et émoluments seront exempts d'impôts nationaux sur le revenu; mais les États parties au présent Protocole se réservent la possibilité de tenir compte de ces traitements et émoluments pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus d'autres sources.
2. Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne sont pas applicables aux rentes et pensions versées par l'Organisation à ses anciens directeurs généraux et aux anciens membres de son personnel du fait de leurs services au sein de l'Organisation.

Article 20

Les noms, qualités et adresses des membres du personnel de l'Organisation visés à l'article 17 du présent Protocole sont communiqués périodiquement aux Gouvernements des États parties audit Protocole.

Article 21

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Protocole ne sont pas établis en vue d'accorder à leurs bénéficiaires des avantages personnels. Ils sont institués uniquement afin d'assurer, en toutes circonstances, le libre fonctionnement de l'Organisation et la complète indépendance des personnels auxquels ils sont accordés.
2. Le Directeur général ou la personne appelée à le remplacer ou, s'il s'agit du représentant d'un État partie au présent Protocole, le Gouvernement dudit État ou, s'il s'agit du Directeur général lui-même, le Conseil, ont le droit et le devoir de lever cette immunité lorsqu'ils estiment qu'elle empêche le fonctionnement normal de la justice et qu'il est possible d'y renoncer sans compromettre les fins pour lesquelles elle a été accordée.

Article 22

Aucun État partie au présent Protocole n'est tenu d'accorder les privilèges et immunités mentionnés aux articles 14, 15 et 17 a), b), c), e) et f) à ses propres ressortissants ni aux résidents permanents sur son territoire.

Article 23

1. L' Organisation est tenue d'insérer dans tous les contrats écrits auxquels elle est partie, autres que ceux conclus conformément au statut du personnel, une clause compromissoire prévoyant que tout différend soulevé au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du contrat peut, à la demande de l'une ou l'autre partie, être soumis à un arbitrage privé. Cette clause d'arbitrage spécifiera le mode de désignation des arbitres, la loi applicable et l'État dans lequel siégeront les arbitres. La procédure de l'arbitrage sera celle de cet État.
2. L'exécution de la sentence rendue à la suite de cet arbitrage sera régie par les règles en vigueur dans l'État sur le territoire duquel elle sera exécutée.

Article 24

1. Tout État partie au présent Protocole peut soumettre à un Tribunal d'arbitrage international tout différend:
 - a) relatif à un dommage causé par l'Organisation;
 - b) impliquant toute obligation non contractuelle de l'Organisation;
 - c) impliquant toute personne qui pourrait se réclamer de l'immunité de juridiction conformément aux articles 15 et 16, si cette immunité n'a pas été levée conformément aux dispositions de l'article 21 du présent Protocole. Dans les différends où l'immunité de juridiction est réclamée conformément aux articles 15 et 16, la responsabilité de l'Organisation sera substituée à celle des personnes visées auxdits articles.
2. Si un État partie au présent Protocole a l'intention de soumettre un différend à l'arbitrage, il le notifiera au Directeur général qui informera immédiatement chaque État au présent Protocole de cette notification.
3. La procédure prévue au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquera pas aux différends entre l'Organisation et le Directeur général, les membres de son personnel ou les experts au sujet de leurs conditions de service.
4. La sentence du Tribunal d'arbitrage est définitive et sans recours; les parties s'y conformeront. En cas de contestation sur le sens et la portée de la sentence, il appartient au Tribunal d'arbitrage de l'interpréter à la demande de toute partie.

Article 25

1. Le Tribunal d'arbitrage prévu à l'article 24 ci-dessus est composé de trois membres, un arbitre nommé par le ou les États parties à l'arbitrage, un arbitre nommé par l'Organisation et un troisième arbitre, qui assume la présidence, nommé par les deux premiers.
2. Ces arbitres sont choisis sur une liste ne comprenant pas plus de six arbitres désignés par chaque État partie au présent Protocole et six arbitres désignés par l'Organisation.
3. Si, dans un délai de trois mois après la notification mentionnée au paragraphe 2 de l'article 24, l'une des parties s'abstient de procéder à la nomination prévue au paragraphe 1 du présent article, le choix de l'arbitre est effectué sur la requête de l'autre partie par le Président de la Cour internationale de Justice parmi les personnes figurant sur ladite liste. Il en va de même, à la requête de la partie la plus diligente, lorsque, dans un délai d'un mois à compter de la nomination du deuxième arbitre, les deux premiers arbitres ne parviennent pas à s'entendre sur la désignation du troisième. Toutefois, un ressortissant de l'État demandeur ne peut être choisi pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'Organisation, ni une personne inscrite sur la liste par désignation de l'Organisation choisie pour occuper le siège de l'arbitre dont la nomination incombait à l'État demandeur. Les personnes appartenant à ces deux catégories ne peuvent pas davantage être choisies pour assumer la présidence du Tribunal.
4. Le Tribunal d'arbitrage établit ses propres règles de procédure.

Article 26

Tout différend qui pourra naître entre l'Organisation et le Gouvernement d'un État partie au présent Protocole au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent Protocole et qui n'aura pu être réglé par voie de négociations directes sera, à moins que les parties ne conviennent d'un autre mode de règlement, soumis, à la requête de l'une quelconque d'entre elles, à un Tribunal arbitral composé de trois membres, soit un arbitre désigné par le Directeur général de l'Organisation ou la personne appelée à le remplacer, un arbitre désigné par l'État ou les États parties au présent Protocole intéressés et un tiers arbitre choisi d'un commun accord par les deux autres, qui ne pourra être ni un fonctionnaire de l'Organisation, ni un ressortissant de l'État ou des États en cause et qui présidera le Tribunal.

La requête introductive d'instance devra comporter le nom de l'arbitre désigné par la partie demanderesse; la partie défenderesse devra désigner son arbitre et en communiquer le nom à l'autre partie dans les deux mois de la réception de la requête introductive d'instance. Faute par la partie défenderesse d'avoir notifié le nom de son arbitre dans le délai ci-dessus, ou faute par les deux arbitres de s'être mis d'accord sur le choix d'un tiers arbitre dans les deux mois de la dernière désignation d'arbitre, l'arbitre ou le tiers arbitre, selon le cas, sera désigné par le Président de la Cour internationale de Justice à la requête de la partie la plus diligente.

Le Tribunal établira lui-même ses règles de procédure. Ses décisions s'imposeront aux parties et ne seront susceptibles d'aucun recours.

Article 27

L'Organisation peut sur décision du Conseil conclure avec un ou plusieurs États parties au présent Protocole des accords complémentaires en vue de l'exécution des dispositions du présent Protocole.

Article 28

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature des États parties à la Convention portant création de l'Organisation en date du 5 octobre 1962.
2. Le présent Protocole est soumis à ratification ou à approbation. Les instruments de ratification ou d'approbation seront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 29

Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt du troisième instrument de ratification ou d'approbation.

Article 30

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tout État partie à la Convention portant création de l'Organisation, en date du 5 octobre 1962.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés dans les archives du Gouvernement de la République française.

Article 31

Pour tout État qui ratifie ou approuve le présent Protocole après son entrée en vigueur, ou pour tout État qui y adhère, le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'approbation ou d'adhésion.

Article 32

Le Gouvernement de la République française notifiera à tous les États qui ont signé le présent Protocole ou y ont adhéré, ainsi qu'au Directeur général de l'Organisation, le dépôt de chacun des instruments de ratification, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que l'entrée en vigueur du présent Protocole.

Article 33

1. Le présent Protocole restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la Convention portant création de l'Organisation, en date du 5 octobre 1962.
2. Tout État qui se retire de l'Organisation ou cesse d'en faire partie en vertu de l'article XI de la Convention visée au paragraphe précédent cesse d'être partie au présent Protocole.

Article 34

Le présent Protocole doit être interprété à la lumière de son objectif essentiel, qui est de permettre à l'Organisation de remplir intégralement et efficacement sa mission et d'exercer les fonctions qui lui sont assignées par la Convention.

Article 35

Dès l'entrée en vigueur de présent Protocole, le Gouvernement de la République française le fera enregistrer auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

FAIT à Paris, le 12 juillet 1974, en un seul exemplaire en langues allemande, danoise, française, néerlandaise et suédoise, le texte français faisant foi en cas de contestation. Cet exemplaire sera déposé dans les archives du Ministère des Affaires étrangères de la République française qui en délivrera copie certifiée conforme aux États signataires ou adhérents.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique: C. de Kerchove

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne: Sigismund Fr. von Braun

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas: Vegelin Van Claerbergen

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark: Paul Fischer

Pour le Gouvernement de la République française: G. de Courcel

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède: Ingemar Hägglöf.

PROTOCOL ON THE PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE
EUROPEAN ORGANISATION FOR ASTRONOMICAL RESEARCH
IN THE SOUTHERN HEMISPHERE

Preamble

The States parties to the Convention establishing the European Organisation for Astronomical Research in the Southern Hemisphere signed at Paris on 5 October 1962, hereinafter called 'the Convention',

CONSIDERING that the said Organisation, hereinafter called 'the Organisation', should enjoy on the territory of its Member States a legal status defining the privileges and immunities necessary for the achievement of its mission,

CONSIDERING that the Organisation is established in Chile where its status is defined by the Agreement between the Government of Chile and the Organisation, dated 6 November 1963,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Article 1

The Organisation shall have legal personality. It shall, in particular, have the capacity to contract, acquire and dispose of immovable and movable property and take part in legal proceedings.

Article 2

1. The buildings and premises of the Organisation shall be inviolable, subject to the provisions of paragraph 2 of the present Article and of Articles 5 and 6 below.
2. The Organisation shall not allow its buildings or premises to serve as a refuge to a person wanted in connection with a crime or who is caught in the act, or for whom a warrant of arrest or deportation order has been issued, or who has been convicted of a crime by the competent authorities of the territory.

Article 3

The archives of the Organisation and, in general, all documents belonging to it or in its possession shall be inviolable wherever they may be.

Article 4

1. Within the scope of its official activities, the Organisation shall enjoy immunity from legal process and execution, except:
 - a) in so far as such immunity is waived in a particular case by the Director General of the Organisation, or the person acting in his stead as provided for by Article VI of the Convention;
 - b) in respect of a civil action by a third party for damage arising from an accident caused by a motor vehicle belonging to, or operated on behalf of, the Organisation, or in respect of a road traffic offence involving such a vehicle;
 - c) in respect of the enforcement of an arbitration award made under either Article 23 or Article 24 of the present Protocol;
 - d) in the event of attachment of salary, enforced for a debt of a member of personnel of the Organisation, provided that such attachment results from a final and enforceable legal decision in accordance with the rules in force on the territory of enforcement;
 - e) in respect of a counter-claim relating directly to a main claim brought by the Organisation.
2. The Organisation's property and assets wherever they may be shall be immune from any form of requisition, confiscation, expropriation and sequestration. They shall also be immune from any form of administrative constraints or provisional judicial measures, except in so far as may be temporarily necessary in connection with the prevention of accidents involving motor vehicles belonging to, or operated on behalf of, the Organisation or enquiries to which such accidents may have given rise.

Article 5

1. The Organisation shall co-operate at all times with the competent authorities of States parties to the present Protocol, in order to facilitate the proper administration of justice, to ensure the observance of police regulations and regulations concerning public health and work, or other analogous legislation, and to prevent any abuse of the privileges, immunities and facilities provided for in the present Protocol.

2. The procedure of co-operation mentioned in the preceding paragraph may be specified in the additional agreements referred to in Article 27 of the present Protocol.

Article 6

1. Each State party to the present Protocol reserves the right to take all precautionary measures necessary in the interests of its security and the maintenance of public order.
2. If the Government of the State party to the present Protocol concerned considers it necessary to exercise this right, it shall liaise with the Organisation as soon as circumstances allow, in order to determine by mutual agreement the steps necessary to protect the interests of the Organisation.
3. The Organisation shall collaborate with the authorities of the States parties to the present Protocol to avoid any prejudice to their safety and public order resulting from its activities.

Article 7

1. Within the scope of its official activities, the Organisation and its property and income shall be exempt from direct taxation.
2. When the Organisation makes major purchases of goods or services, including the issue of publications, which are strictly necessary for the exercise of its official activities, in the price of which duties or charges are included, appropriate measures shall be taken by the State party to the present Protocol which has levied the duties or charges to remit or reimburse the amount of such duties or charges where they are identifiable.
3. No exemption shall be accorded in respect of taxes and duties which only constitute remuneration for services rendered.

Article 8

Each State party to the present Protocol shall grant the Organisation exemption from or reimbursement of import and export duties and taxes, with the exception of those which only constitute remuneration for services rendered, on goods and materials for use in connection with its official activities, and on publications relating to its mission, that it imports or exports.

Such goods and materials shall be exempt from all prohibitions and restrictions on import or export.

Article 9

The provisions of Articles 7 and 8 of the present Protocol shall not apply to goods and services purchased and goods imported for the personal needs of the Director General and the members of personnel of the Organisation.

Article 10

1. Goods belonging to the Organisation, which have been acquired in accordance with Article 7 or imported in accordance with Article 8, may not be sold, given away, lent or hired out on the territory of the State which has granted the aforementioned exemptions, except in accordance with the conditions laid down by that State.
2. The transfer of goods or services between the establishments of the Organisation shall be exempt from any charges or restrictions; if necessary, the Governments of the States parties to the present Protocol shall take all appropriate measures to remit or reimburse the amount of such charges or to lift such restrictions.

Article 11

For the purposes of the present Protocol, 'official activities of the Organisation' shall mean all the activities of the Organisation carried out in pursuance of its objectives as defined in the Convention, including its administrative activities.

Article 12

1. The circulation of publications and other information material sent by or to the Organisation, and in accordance with its purposes, shall not be restricted in any way.
2. For its official communications and the transfer of all its documents, the Organisation shall enjoy treatment which is at least as favourable as that granted to other similar international organisations by the Government of each State party to the present Protocol.

Article 13

1. The Organisation may receive, hold and transfer any funds, currency and cash; it may dispose of them freely for its official activities and hold accounts in any currency to the extent required to meet its obligations.

2. In the exercise of the rights granted to it under the present Article, the Organisation shall take into account any representation made by the Government of a State party to the present Protocol and which is not prejudicial to its own interests.

Article 14

1. Representatives of States parties to the present Protocol attending meetings of the Organisation shall enjoy, while exercising their functions and in the course of their journeys to and from the place of meeting, immunity from arrest and detention, and from seizure of their personal luggage, except in the case of being caught in the act. In such an event, the competent authorities shall immediately inform the Director General of the Organisation or his representative of the arrest or seizure.
2. The persons referred to in the present Article shall also enjoy immunity from legal process, even after the termination of their duties, in respect of acts, including words spoken or written, done by them in the exercise of their functions and within the limits of their remit. This immunity shall not apply in the case of a violation of the motor vehicle traffic regulations committed by the persons concerned nor in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them.

Article 15

In addition to the privileges and immunities provided for in Articles 16 and 17 below, the Director General of the Organisation, or the person acting in his stead, shall enjoy throughout his term of office the privileges and immunities to which diplomatic representatives of comparable rank are entitled by virtue of the Vienna Convention of 18 April 1961 on diplomatic relations.

Article 16

1. Persons in the service of the Organisation shall enjoy immunity from any legal proceedings for acts, including words written or spoken, done by them in the exercise of their functions and within the limits of their remit, even after the end of their duties.
2. This immunity shall not apply, however, in the case of a violation of the motor vehicle traffic regulations committed by the persons mentioned in paragraph 1 above, nor in the case of damage caused by a motor vehicle belonging to or driven by them.

Article 17

The members of personnel of the Organisation who work professionally only for the Organisation:

- a) shall enjoy in respect of the transfer of funds the privileges generally accorded to members of personnel of international organisations in accordance with the respective national regulations;
- b) shall, provided that they hold a contract with the Organisation for a period of at least one year, have the right to import free of duty their furniture and personal effects at the time of first taking up their post in the State concerned and the right, on the termination of their duties in that State, to export free of duty their furniture and personal effects, subject, in either case, to the conditions and restrictions imposed by the laws and regulations of the State where the right is exercised;
- c) shall, together with members of their families forming part of their households, enjoy the same exemptions from measures restricting immigration and governing aliens' registration that are normally accorded to members of personnel of international organisations,
- d) shall enjoy inviolability for all their official papers and documents;
- e) shall be exempt from all obligations in respect of military service or any other compulsory service;
- f) shall, together with the members of their families forming part of their households, enjoy the same facilities with regard to repatriation as members of diplomatic missions in time of international crisis.

Article 18

The Organisation, its Director General and members of personnel shall be exempt from all compulsory contributions to national social security systems in the event that it establishes its own social security system providing adequate benefits, subject to agreements to be concluded with the States concerned, parties to the present Protocol, in accordance with the provisions of Article 27 below, or to corresponding measures taken by these States.

Article 19

1. Subject to the conditions and following the procedure laid down by the Council, by the end of a period of one year at the latest from the date of the entry into force of the Protocol, the Director General and the members of personnel of the Organisation referred to in Article 17 may be subject to a tax, for the benefit of the Organisation, on salaries and emoluments paid by the Organisation. From the date on which this tax is applied, such

salaries and emoluments shall be exempt from national income tax; but the States parties to the present Protocol shall reserve the right to take these salaries and emoluments into account for the purpose of assessing the amount of taxation to be applied to income from other sources.

2. The provisions of paragraph 1 of this Article shall not apply to annuities and pensions paid by the Organisation to its former Directors-General and former members of personnel in respect of their service with the Organisation.

Article 20

The names, titles and addresses of the members of personnel of the Organisation who are referred to in Article 17 of the present Protocol shall be communicated periodically to the Governments of the States parties to this Protocol.

Article 21

1. The privileges and immunities provided for in the present Protocol are not designed to give personal advantage to their beneficiaries. They are provided solely to ensure, in all circumstances, the unimpeded functioning of the Organisation and the complete independence of the personnel to whom they are accorded.
2. The Director General or the person acting in his stead or, in the case of the representative of a State party to the present Protocol, the Government of the State concerned, or, in the case of the Director General himself, the Council, shall have the right and the duty to waive such immunity in cases where they consider that such immunity would impede the normal course of justice and that it can be waived without prejudice to the purposes for which it was granted.

Article 22

No State party to the present Protocol shall be obliged to accord the privileges and immunities referred to in Articles 14, 15 and 17 *a)*, *b)*, *c)*, *e)* and *f)* to its own nationals or to permanent residents on its own territory.

Article 23

1. The Organisation shall be obliged to include in all written contracts into which it enters, other than those concluded in accordance with personnel rules, an arbitration clause whereby any disputes arising out of the interpretation or execution of the contract may, at the request of either party, be submitted to private arbitration. This arbitration clause shall specify the manner in which the arbitrators are to be appointed, the law applicable and the State where the arbitrators shall sit. The arbitration procedure shall be that of the aforementioned State.
2. The enforcement of the award rendered in such arbitration shall be governed by the rules in force in the State in which it is to be executed.

Article 24

1. Any State party to the present Protocol may submit to an international arbitration Tribunal any dispute:
 - a) arising out of damage caused by the Organisation;
 - b) involving any non-contractual obligation of the Organisation;
 - c) involving any person who can claim immunity from legal process under Articles 15 and 16, if this immunity is not waived in accordance with the provisions of Article 21 of the present Protocol. In disputes where immunity from legal process is claimed under Articles 15 and 16, the liability of the Organisation shall be substituted for that of the individuals referred to in these Articles.
2. If a State party to the present Protocol intends to submit a dispute to arbitration, it shall notify the Director General, who shall immediately inform each State party to the present Protocol of such notification.
3. The procedure laid down in paragraph 1 of this Article shall not apply to disputes between the Organisation and the Director General, its members of personnel or experts in respect of their conditions of service.
4. There shall be no right of appeal against the award of the arbitration Tribunal which shall be final and binding on the parties. In the event of dispute concerning the meaning and scope of the award, it shall be the responsibility of the arbitration Tribunal to interpret it on request by either party.

Article 25

1. The arbitration Tribunal referred to in Article 24 above shall consist of three members, one arbitrator appointed by the State or States parties to the arbitration, one arbitrator appointed by the Organisation and a third arbitrator, who shall assume the Presidency, appointed by the first two arbitrators.
2. The arbitrators shall be chosen from a list comprising no more than six arbitrators appointed by each State party to the present Protocol and six arbitrators appointed by the Organisation.
3. If, within three months from the date of the notification referred to in paragraph 2 of Article 24, either party fails to make the appointment referred to in paragraph 1 of the present Article, the choice of the arbitrator shall, on request of the other party, be made by the President of the International Court of Justice from among the persons included in the list. This shall also apply, when so requested by either party, if, within one month from the date of appointment of the second arbitrator, the first two arbitrators are unable to agree on the choice of the third arbitrator. However, a national of the State which is a claimant in the arbitration may not be chosen as an arbitrator when such appointment is to be made by the Organisation, nor may a person nominated to the list by the Organisation be chosen as arbitrator when such appointment is to be made by the State which is the claimant. Persons falling into either of these two categories may not be selected as President of the Tribunal.
4. The arbitration Tribunal shall establish its own rules of procedure.

Article 26

Any dispute which may arise between the Organisation and the Government of a State party to the present Protocol concerning the interpretation or application of the present Protocol and which cannot be settled by direct negotiation shall, unless the parties agree to another method of settlement, be submitted at the request of either one of them to an arbitration Tribunal composed of three members, an arbitrator appointed by the Director General of the Organisation or the person acting in his stead, an arbitrator appointed by the Government of the State or States parties to the present Protocol concerned and a third arbitrator appointed jointly by the two others, who should be neither an official of the Organisation nor a national of the State or States concerned and who shall be President of the Tribunal.

The request for arbitration shall include the name of the arbitrator appointed by the claimant; the respondent shall appoint his arbitrator and inform the other party of that person's name within two months of receiving the request for arbitration. If the respondent fails to notify the name of his arbitrator within the above time or if the two arbitrators fail to agree on the choice of a third arbitrator within two months of the last arbitrator having been appointed, the arbitrator or the third arbitrator, as the case may be, shall be appointed by the President of the International Court of Justice, at the request of whichever party is first to apply to the Court.

The Tribunal shall establish its own rules of procedure. Its decisions shall be binding on the parties and shall not be subject to appeal.

Article 27

The Organisation may, if the Council so decides, conclude complementary agreements with one or more of the States party to the present Protocol in order to implement the provisions of the present Protocol.

Article 28

1. This Protocol shall be open for signature by States parties to the Convention Establishing the Organisation, dated 5 October 1962.
2. This Protocol shall be subject to ratification or approval. The instruments of ratification or approval shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic.

Article 29

The present Protocol shall enter into force on the date of the deposit of the third instrument of ratification or approval.

Article 30

1. After entering into force, the present Protocol shall remain open for accession by any State party to the Convention Establishing the Organisation, dated 5 October 1962.
2. Instruments of accession shall be deposited in the archives of the Government of the French Republic.

Article 31

For any State which ratifies or approves the present Protocol after its entry into force, or for any State which accedes thereto, the present Protocol shall enter into force on the date of the deposit of the instrument of ratification, approval or accession.

Article 32

The Government of the French Republic shall notify all signatory and acceding States of this Protocol and the Director General of the Organisation of the deposit of each instrument of ratification, approval or accession and of the entry into force of this Protocol.

Article 33

1. The present Protocol shall remain in force until the expiry of the Convention Establishing the Organisation, dated 5 October 1962.
2. Any State which withdraws from the Organisation or ceases to be a member thereof as provided for in Article XI of the Convention referred to in the preceding paragraph shall cease to be a party to the present Protocol.

Article 34

This Protocol shall be interpreted in the light of its primary objective, which is to allow the Organisation fully and efficiently to fulfil its purposes and exercise the functions assigned to it by the Convention.

Article 35

Upon the entry into force of this Protocol, the Government of the French Republic shall register it with the Secretariat of the United Nations in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

DONE at Paris, this 12th day of July 1974 in a single original in the German, Danish, French, Dutch and Swedish languages, the French text being authoritative in the event of dispute. This copy shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, which shall transmit a certified copy thereof to all signatory and acceding States.

For the Kingdom of Belgium: C de Kerchove

For the Federal Republic of Germany: Sigismund Fr. von Braun

For the Kingdom of the Netherlands: Vegelin Van Claerbergen

For the Kingdom of Denmark: Paul Fischer

For the French Republic: G. de Courcel

For the Kingdom of Sweden: Ingemar Hägglöf.